

vernement des centaines de mille dollars pour le maintien de son bureau et de sa résidence.

Comme je l'ai mentionné, je ne veux pas entrer dans les détails. Ce serait trop long, et quand l'autre Chambre attend que nous ayons fini notre travail, il serait peut-être inconvenant de la faire attendre trop longtemps.

L'honorable M. WILLOUGHBY: L'autre Chambre attend-elle après nous?

L'honorable M. DANDURAND: Oui, l'autre Chambre attend l'appel du très honorable délégué du Gouverneur. Naturellement, cela ne nous empêche pas de discuter le bill qui nous est soumis.

L'honorable M. WILLOUGHBY: Je désirais simplement dire un mot sur le sujet même dont mon honorable ami a parlé. Puis-je tout d'abord demander s'il y a des prévisions indiquant les salaires du ministre et de ses secrétaires à Washington?

L'honorable M. DANDURAND: Si cela n'est pas indiqué au bill des subsides...

L'honorable M. WILLOUGHBY: Je ne le trouve pas.

L'honorable M. DANDURAND: Je n'ai pas examiné tous les articles, mais je crois que le bill contient ces prévisions budgétaires et que mon honorable ami les y trouvera. S'il ne les trouve pas, je les lui donnerai.

L'honorable M. WILLOUGHBY: Je ne veux dire qu'un mot. Je ne savais pas que mon honorable chef avait l'intention de soulever la question de l'ambassade de Washington.

J'ai lu le discours que le premier ministre a prononcé dans l'autre Chambre. Je n'en ai pas une copie par devers moi, mais je crois pouvoir établir mon point sans m'en servir. Il a dit, je crois, que le représentant de la république Argentine avait construit, en 1923, une résidence qui avait coûté \$350,000, que le gouvernement de cette république dépensait en outre une très forte somme, \$200,000 ou plus, pour l'entretien de sa légation; et que le Mexique faisait de même. Si nous commençons par une dépense de \$500,000 dont \$300,000 seront employés à l'achat d'une maison et la balance à l'ameublement et à l'achat de ce qui est nécessaire, nous nous exposons à être obligés, dans un an ou deux, de faire d'autres dépenses pour maintenir notre rang au niveau de celui des nations latines du sud. On pourra peut-être nous demander de voter le double du montant que l'on nous demande de voter maintenant. A quel chiffre s'arrêteront nos dépenses?

Je désire énoncer — et je parle ici comme un humble membre du parti — que le programme annoncé à cet égard par mes illustres chefs

n'a jamais reçu mon approbation, et je l'ai dit aussi franchement en dehors de cette enceinte que je le dis ici. Je prends à ce sujet la même attitude que mon honorable chef (l'honorable W.-B. Ross). Je suis un de ceux qui désirent entretenir les relations les plus cordiales avec la grande nation qui nous avoisine au sud. Nos intérêts sont intimement entrelacés; nous parlons le même langage et nos relations deviennent de plus en plus fréquentes; mais nous ne sommes pas exactement dans la même situation que les Etats-Unis, ou que ces nations qui sont représentées à Washington. Nous sommes une partie de l'Empire britannique; nous ne formons pas une nation indépendante, bien que théoriquement, nous occupons un rang égal aux autres parties de l'Empire. Ces autres nations sont des entités distinctes qui traitent avec une nation: les Etats-Unis. Il eut été plus prudent, plus sage, plus économique d'avoir à Washington un homme occupant un rang moins distingué que le rang d'ambassadeur. Je crois que c'est le rang réel qu'occupe notre représentant. Personne que je sache ne s'est jamais plaint, ou du moins, ne s'est plaint depuis très longtemps, — depuis les jours où dans le dernier siècle nous avons commencé à négocier nos propres traités — au sujet de la manière dont nous représentait le ministre britannique à Washington; je connais dans son personnel quelques messieurs auxquels nous nous sommes souvent adressés pour obtenir des renseignements concernant des affaires courantes ou des lois présentées ou projetées aux Etats-Unis, et toujours, nous avons été l'objet d'une grande courtoisie, nos demandes ont reçu la plus prompte et la plus satisfaisante attention, et nous avons reçu tous les documents que nous avions demandés.

La distance qui nous sépare de Washington peut se franchir dans une nuit. Notre ministre ne négociera rien, je suppose, sans obtenir l'approbation du ministère d'Ottawa. Vu que les Etats-Unis sont limitrophes du Canada, le ministère à Ottawa, est à une courte distance, et, en moins d'un jour, il est facile à un ou plusieurs ministres de se rendre à Washington et d'y tenir une conférence des intéressés, au lieu d'ambassadeurs, sur une question importante de la politique. Je ne crois pas que la distance soit trop grande. Quelques-uns d'entre nous — je ne suis pas souvent de ces heureux — ne trouvent pas le "Board Walk", d'Atlantic City, trop éloigné, lorsqu'ils désirent prendre quelques jours de vacances. Washington n'est guère plus loin.

Je regrette que le Gouvernement ait décidé de nommer un ambassadeur. Je n'ai nulle intention de dire un mot contre le titulaire de cette très haute position; il se peut qu'il soit